

Jean-Christophe Fromantin : "le socle sur lequel la France doit se reconstruire mérite une autre ambition pour notre République"



Le temps du renouveau sera celui de la réconciliation autour d'un projet lisible, concret et fédérateur. Car il est urgent de réconcilier les Français avec leur avenir. Extrait de "La France réconciliée", de Jean-Christophe Fromantin, publié aux éditions de l'Archipel (2/2).

Avec Jean-Christophe Fromantin

Sommes-nous en mesure de nous réconcilier autour des valeurs qu'elle représente ?

Plusieurs indices ne sont pas rassurants : La Marseillaise est souvent sifflée, le drapeau français n'est plus le seul à être brandi, ni lors des succès sportifs, ni à l'occasion des victoires électorales, les communautarismes entament la cohésion nationale, les incivilités sont devenues un problème de société et près de la moitié des Français ne vont plus voter. Que reste-t-il de ces valeurs républicaines que les hommes politiques ne cessent d'invoquer mais dont les principes sont si souvent bafoués ? Ces drapeaux étrangers, lorsqu'ils accompagnent des événements importants, ne sont-ils pas la preuve que des Français ne se retrouvent plus sous la bannière nationale ? La France ne semble plus trouver dans sa République les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité auxquelles les Français aspirent. La République paraît se déliter comme l'Ancien Régime à la fin du XVIIIe siècle. Pourtant construite sur l'idée de progrès, sur la conviction que l'homme doit maîtriser son destin et sur l'ambition de participer au rayonnement de valeurs universelles, la République semble aujourd'hui complètement perdue face aux enjeux et aux bouleversements de notre époque : les migrations, la standardisation, la mondialisation, la montée des intégrismes sont autant de sujets qu'elle a du mal à contrôler, qui stimulent de plus en plus la perte de confiance des Français. On a même l'impression qu'elle n'existe plus qu'en pointant des ennemis au fur et à mesure que l'actualité l'interpelle ; un jour ce sont les islamistes, un autre la finance, un autre encore ce sont les religions. La République est en déroute et les Français le perçoivent bien..

Une République qui ne porte plus un idéal, mais qui n'existe que par ses ennemis, est une République en danger. Le socle sur lequel la France doit se reconstruire mérite une autre ambition pour notre République.

Réinventer la République en ce début de XXIe siècle suppose d'abord que nous considérions à nouveau la centralité de la personne. L'être humain doit rester au coeur du projet politique, il en est à la fois l'acteur et l'objectif. Or, aujourd'hui, l'individu est entré dans cette relation de type client/fournisseur avec le monde politique. Il n'a plus aucun devoir, consomme des services publics et s'affranchit volontiers de ses responsabilités. La République ou la nation sont souvent invoquées comme des principes supérieurs à ceux de la personne ; la personne étant devenue un simple consommateur. La réalisation de l'individu par l'encouragement au mérite, par la responsabilité de chacun, par l'initiative individuelle ou par l'entrepreneuriat – au sens de la contribution de chaque individu au projet de son territoire ou de la nation – est trop souvent négligée au profit d'un principe collectif qui neutralise son engagement pour la société. Le respect de sa dignité et de son intégrité s'efface au profit de la prévalence du groupe ou de la communauté. Cette nouvelle forme de collectivisme ne correspond pas aux valeurs républicaines ; elle induit par ailleurs un principe égalitariste qui n'a plus rien à voir avec celui d'équité et de justice qui a inspiré la valeur d'égalité dans notre Constitution. L'égalité des chances a laissé place à l'égalitarisme.

La liberté individuelle est aussi en difficulté dans cette dérive républicaine. Elle est entravée par un amoncellement de normes, de règlements et d'interdits, mais également fortement influencée par le détournement de la notion de droit. La liberté s'entend comme le « droit à » plutôt que comme le « droit de ». Au nom de ce principe, on ne comprend plus la liberté comme une valeur mais comme une revendication. La question n'est plus d'être libre mais d'avoir les moyens d'exercer sa liberté. La liberté est devenue une créance sur la société que chaque individu veut pouvoir exercer avec les mêmes moyens que les autres. Au nom de l'égalité, le combat n'est plus tant d'être libre – au risque de nier les différences et l'unicité de la personne et donc la nécessaire complémentarité – mais d'avoir les mêmes droits dans un ensemble collectif.

La fraternité n'échappe pas à la règle. Cette valeur fondamentale, qui suppose une forme de gratuité dans les relations entre les individus, n'est plus beaucoup invoquée. L'État providence s'est infiltré dans les derniers interstices des relations fraternelles entre les hommes. Au nom de ce même « droit à », il n'est plus question d'attendre quoi que ce soit de l'autre, ni même de sa propre famille, c'est auprès de la société qu'il faut s'adresser pour obtenir ses allocations, ses indemnités ou les aides dont on a besoin. La République est devenue un guichet ouvert à tous, sans limites et sans conditions.

Extrait de "[La France réconciliée](#)", de Jean-Christophe Fromantin, [publié aux éditions de l'Archipel](#), 2014. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

□